Arrêter de demolir, arrêter de construire, transformer l'architecture

Daniel Estevez, Tiphaine Abenia

▶ **To cite this version:**

Daniel Estevez, Tiphaine Abenia. Arrêter de demolir, arrêter de construire, transformer l'architecture : L'avenir ecologique de l'architecture peut se construire à partir des savoirs populaires et de l'action des habitants. 2021. hal-04232406

HAL Id: hal-04232406
https://hal.science/hal-04232406

Preprint submitted on 8 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Arrêter de démolir, arrêter de construire, transformer l'architecture

L'avenir écologique de l'architecture peut se construire à partir des savoirs populaires et de l'action des habitants

par Daniel Estevez et Tiphaine Abenia
Pavillon Français Biennale de Venise 2021
novembre 2021

L'exposition internationale d'architecture de Venise invite depuis 1980 les instituts culturels nationaux d'une cinquantaine de pays à présenter dans la ville les recherches que mènent aujourd'hui les architectes en divers endroits du monde. Le thème proposé à leur réflexion pour la dix-septième édition ne craint pas d'embrasser large et pose la question : "Comment vivrons-nous ensemble ?". Peut-on attendre de ce genre de grande manifestation, souvent feutrée et convenue, un apport réel à la réflexion sur les crises internationales du mal logement ou sur l'épuisement à venir des ressources ? Architectes et urbanistes ont-ils des réponses à opposer aux mécanismes d'expulsion spatiale décrites notamment par la sociologue Saskia Sassen qui relie extractivisme des économies contemporaines et éviction des êtres vivants de leurs lieux de vie partout dans le monde ?[1]
Contre-pied aux injonctions dominantes, c'est vers l'expertise et la performance des groupes habitants que se tournent désormais certains d'entre eux pour affronter les menaces d'un avenir incertain. Sur l'ensemble des continents, les stratégies d'autonomie et d'auto-organisation de collectifs habitants sont à l'œuvre. Peuvent-elles nous informer sur la nécessaire bifurcation des politiques sociales et urbaines à grande échelle ?

Une architecture contextuelle contre le choix productiviste

Pour parvenir à vivre ensemble, il faut d'abord pouvoir se loger or les villes manquent de logements disponibles, il faudrait donc en construire davantage. La construction neuve pour pallier la pénurie de logements, voilà une idée qui emporte partout l'évidence avec elle. En pratique, on constate pourtant que cette logique de croissance entraîne indifféremment une colonisation des terres arables à la périphérie des villes et de coûteuses démolitions-reconstructions des bâtiments existants. Elle débouche par ailleurs invariablement sur de la surconsommation énergétique, du gaspillage de ressources et sur l'expulsion des populations en place. L'exposition de la biennale de Venise oppose sur ces questions les architectes tenant de la construction neuve et ceux, nettement plus minoritaires, prônant la transformation contextuelle des édifices par l'augmentation de leurs capacités intrinsèques. Entre les productivistes et les contextualistes de nouveaux rapports de forces s'installent aujourd'hui du fait d'initiatives collectives qui résonnent dans la sphère publique.
En périphérie de Berlin par exemple, des groupes de locataires de quartiers entiers se mobilisent contre les grandes sociétés immobilières privées qui provoquent des hausses de loyers intenables pour eux. Signe d'un regain de l'action collective locale, ils organisent même "un référendum d'initiative citoyenne visant à exproprier les groupes détenant plus de 3.000 logements,

1 *Saskia Sassen, "Expulsions. Brutalité et complexité dans l'économie globale", 2016, Gallimard, Paris*

2 https://agefi.com/actualites/politique/a-berlin-un-referendum-sur-la-speculation-immobiliere-bouscule-la-campagne-electorale

c'est-à-dire à faire passer leur parc immobilier en gestion publique pour mieux réguler les prix."[2]
Au-delà des thèmes socio-économiques, c'est également à partir de la question environnementale que les professionnels de l'aménagement, urbanistes, architectes, paysagistes ou designers sont à leur tour régulièrement interpellés par des collectifs ou des communautés d'habitants. Peu à peu, ces derniers pointent du doigt une certaine vision "solutionniste" de l'action urbaine et architecturale qui s'en remet aux méthodes de l'ingénierie du développement durable pour la conception de bâtiments répondant à des objectifs écologiques. Labels, chartes d'objectifs, liste de critères cibles et autres réglementations quantitatives constituent alors l'habillage marketing d'une architecture de la transition : "Ces réponses dites écologiques consistent le plus souvent à employer des matériaux moins polluants et à atteindre de bonnes performances thermiques. La stratégie de la *transition écologique* consiste à additionner de nouvelles solutions techniques jugées plus vertueuses en espérant qu'elles deviennent un jour hégémoniques" par le jeu du marché[3].
Comment s'affranchir d'une telle fatalité techno-écologique qui n'empêche pourtant aucunement la destruction des milieux vivants ? Selon les architectes partisans de démarches contextualistes il est urgent d'adopter les principes d'une conception divergente basée sur le seul maniement des processus de transformation. Transformer est une éthique écologique.
Prendre au sérieux cette architecture de transformation signifierait, pour un nombre croissants d'architectes et chercheurs, de formuler une visée non extractiviste en architecture. Ne faut-il pas parvenir à suspendre, et non pas seulement à réduire, la colonisation du territoire par des constructions neuves ? La chercheuse Charlotte Malterre-Barthes lance ainsi une initiative pour un moratoire sur les constructions neuves : "Il devient impossible d'ignorer le rôle complice que jouent les disciplines du design dans la dégradation de l'environnement, l'injustice sociale et la crise climatique. Non seulement les nouvelles constructions sont destructrices, mais elles sont aussi inutiles. Le mur est en vue. Un changement drastique des procédures de construction au niveau mondial est nécessaire : il faut suspendre les nouvelles constructions, maintenant."[4]

Les communautés à l'oeuvre

Ces mouvements collectifs de contestation de l'évolution actuelle de la production de l'architecture de logement ne peuvent être résumés à des gestes

---

2 https://agefi.com/actualites/politique/a-berlin-un-referendum-sur-la-speculation-immobiliere-bouscule-la-campagne-electorale

3 *Collectif GRAP, Invitation aux architectes : rejoignez les Soulèvements de la Terre, 2021, https://communaux.cc/2021/06/invitation-aux-architectes-rejoignez-les-soulevements-de-la-terre/*

4 *Charlotte Malterre-Barthes, "A Global Moratorium on New Construction", research practice, 2021, Harvard Graduate School of Design, Cambridge*

d'humeur sporadiques. Ils apparaissent au contraire pour de nombreux architectes comme de puissantes forces de transformation à partir desquelles il est possible d'établir de nouveaux rapports entre concepteurs, habitants et commanditaires. Dans ce jeu contemporain, la notion de communauté habitante redevient centrale et renvoie à la nécessité de mieux comprendre l'un des principes qui la gouverne, celui de l'autogestion.
Une organisation autogérée est un *"système où ceux qui accomplissent une activité décident collectivement ce qu'ils ont à faire et comment le faire"* écrivait Cornélius Castoriadis. Ce principe, qui récuse donc la dissociation entre les tâches de conception d'une part et celles d'exécution d'autre part, est avant tout d'ordre politique[5]. En particulier, en architecture, l'observation des processus d'autoconstruction dans l'habitat informel en donne un éclairage plus large car elle montre que la gestion collective locale des milieux de vie habités est un trait anthropologique fondamental des groupes humains. Habiter est toujours et partout une action collective.
Plusieurs publications d'architectes ont décrit, dès les années 1970, les liens entre la conception-construction d'une part et la capacitation communautaire de l'autre. On peut citer les travaux de Yona Friedman basés sur ses observations des bidonvilles indiens ou encore Johan Van Lengen dans son traité d'autoconstruction populaire "*Manual do Arquitecto Descalço*" récemment réédité. Ayant pour modèle l'autoconstruction traditionnelle en milieu rural et l'entraide communautaire, ces approches de l'architecture défendent une forme de savoir dans l'action des habitants. Pour l'architecte activiste Michel Rosell tous les domaines de production sont potentiellement accessibles à un collectif habitant auto-organisé : "Vous voyez ici, aucun d'entre nous n'est mécanicien mais collectivement on se rend capables par l'action de faire de la mécanique"[6]. Cette prise directe des habitants sur leur milieu ne concerne pas uniquement les améliorations techniques concrètes de l'habitat. Dans la ville informelle, l'auto-organisation populaire est également susceptible de traiter des questions d'organisation sociale, de délibération collective et même d'innovation institutionnelle, sujets qui dépassent l'urgence de la survie.

Cette innovation organisationnelle était à l'œuvre dans *El Elefante Blanco*, une structure hospitalière inachevée de Buenos Aires. En empruntant la rocade de l'Avenida General Paz, pour entrer dans la capitale porteña depuis l'ouest de la province, une imposante structure de béton se détachait du panorama offert depuis la route. Gigantesque, la structure de 60 000 m^2 et douze étages se laissait toutefois traverser du regard, ses derniers étages ne présentant ni porte, ni fenêtre, ni cloisonnement intérieur. Un squelette ouvert aux quatre vents, mais aussi refuge à des familles sans logement depuis la fin des années 1990.

---

5 *Collectif, "Autogestion : L'encyclopédie internationale", 2019, Editions Syllepse*

6 *Pierre Carles,"Volem rien foutre al país", film documentaire, 2007, C-P Productions*

Le chantier de l'hôpital, amorcé en 1935, fut brusquement interrompu lors du coup d'État militaire de 1955. En déployant de violents plans de démantèlement des bidonvilles les plus centraux de la capitale, la dictature militaire précipita le développement de nouveaux quartiers informels en périphérie de la capitale**.** Ainsi, les terrains entourant *El Elefante Blanco* furent bientôt occupés par des familles expulsées du centre-ville et, à partir des années 1980, la structure elle-même fit l'objet d'une occupation informelle. En 1984, deux familles s'installent dans la structure, en 2007 elles sont 55, en 2014 elles sont plus de 110. À partir de 2016, le nombre de familles commence toutefois à diminuer, fruit d'une politique controversée d'expulsion-relogement aboutissant à la démolition de *El Elefante Blanco* en 2018.
Pour apprendre de cette occupation, il faut revenir aux principes ayant guidé la conception de *El Elefante Blanco* et en particulier aux objectifs de rationalisation du soin associés à l'architecture hospitalière verticale. Il s'agissait alors d'optimiser les déplacements au sein de la structure grâce à une démultiplication des circulations verticales (escaliers et ascenseurs), de favoriser les apports solaires et éoliens par la mise en place de patios, de redents en façade et de balcons filants et de permettre un fonctionnement infrastructurel de l'institution en garantissant que l'on puisse y accéder en voiture grâce à des rampes carrossables. Sur les vastes plateaux de l'hôpital inachevé les habitants ont progressivement investi des portions de sol et construit des maisons dont les dimensions, l'implantation, comme les accès ne suivent pas les logiques et partitions originellement pensées pour l'hôpital. Sur les trois premiers niveaux se développent des institutions communautaires, non seulement ouvertes aux habitants de *El Elefante Blanco*, mais aussi à ceux des quartiers adjacents, donnant à l'édifice un rayonnement institutionnel au-delà de ses murs. L'intensification de l'occupation va ainsi de pair avec l'apparition d'institutions autogérées (cantines, radio, bibliothèque, salle de sport, etc.), mais aussi avec la multiplication de mécanismes d'échange, de vente ou encore de division des logements construits par la communauté habitante[7]. Certaines de ces transactions portent sur des surfaces de plancher ne comportant aucune nouvelle construction, il s'agit dès lors de négocier l'occupation de surfaces encore indéterminées dans leur usage. Une grande partie des familles habitant la structure sont des *cartoneros*, ils vivent de la collecte et de la revente de carton. Ces familles ont besoin d'espaces de stockage pour qu'un volume de collecte critique puisse être atteint afin de justifier le transport et la vente. Les transactions portent alors sur ces espaces d'entre-deux situés entre les logements, des lieux extérieurs à la maison, mais répondant à des besoins fondamentaux de l'habiter. Dès lors, s'initie un déplacement de la notion de plateau à celle de parcelle. La parcelle se réfère à la terre, au sol naturel, une condition a priori incompatible avec la superposition verticale des plateaux en

7 *Tiphaine Abenia, Hospitalité négociée dans un hôpital abandonné. Le cas de El Elefante Blanco, Buenos Aires, Argentine. 2017, CLARA, 4, 29-48. https://doi.org/10.3917/clara.004.0029*

béton armé de la structure. Pourtant, c'est précisément ce qui est en jeu dans le scénario d'occupation de *El Elefante Blanco* : un processus d'usage qui donne à la mégastructure habitée les propriétés d'un espace rural et communautaire. L'auto-organisation qui fut à l'œuvre pendant plus de trente ans dans *El Elefante Blanco* démontre que la mise en commun d'une structure peut être soutenue par l'architecture. Une structure collective, lisible, pérenne, rigoureusement construite, peut devenir support à l'action habitante. "Ce que nous avons en commun, c'est la structure" affirmait en 2012 l'architecte et théoricien néerlandais Herman Hertzberger, défendant qu'une structure bien pensée ne réduit pas la liberté, mais la favorise[8]. Il s'agit dès lors d'opérer avec précision la relecture des structures peuplant nos villes pour y déceler des sens nouveaux.

Arrêter de démolir

La structure de la ville de Hanoï au VietNam, c'est cette myriade de lacs qui la jonche. Au cours de l'évolution de la capitale vietnamienne, la vie urbaine s'est organisée autour de ses soixante dix sept lacs. C'est là que se sont développés en particulier les vieux quartiers d'habitation collective qu'on nomme les KTT (Khu Tập Thể). Immeubles menacés de démolition à plus ou moins brève échéance, ils abritent encore aujourd'hui plusieurs centaines de milliers d'habitants sur l'ensemble de la ville-centre qui en compte 2,6 millions. Ces bâtiments à trois ou quatre étages sans ascenseur respectent des plans répétitifs, une distribution systématique et une construction économique rationnelle. Ils furent édifiés après l'indépendance du pays à destination d'une population ciblée de fonctionnaire et d'ouvriers, dans le but de résoudre la crise du logement. Au fil du temps, des travaux d'extensions individuelles ont été réalisés sur les façades par les habitants en autoconstruction à partir de matériaux légers et divers. Proliférant au cas par cas en réponse aux évolutions des besoins quotidiens de chaque famille, les interventions ont totalement transformé l'apparence mais aussi le fonctionnement des immeubles. Leur structure initiale n'est plus toujours perceptible sous la joyeuse enveloppe de plantes, de grilles, de fleurs et de décorations qui habillent la construction.
De ce processus de réutilisation par transformation lente émerge, dans les KTT, une puissante architecture de la modification-continuation qui évoque le *bien-tong*, terme par lequel la pensée chinoise désigne, d'après le sinologue François Jullien, les processus de transformation humaine du cadre de vie : *"La modification bifurque et la continuation poursuit, l'une innove, l'autre hérite."*[9].

8 *Herman Hertzberger, Leçons d'Architecture, 2010, Infolio, p.174*

9 *François Jullien, "Les transformations silencieuses", 2010, Le Livre de poche*

Les quartiers des KTT troublent les catégories de la modernité occidentale en architecture ; qu'il s'agisse de la distinction technique entre aménagement mobilier, construction légère et gros-œuvre, de la séparation entre espaces communs et privés, ou encore de l'antagonisme entre les fonctions prévues et les usages réels. Les gestes d'appropriation s'appliquent partout : les arbres peuvent être utilisés comme étendoirs, les terrasses comme restaurants, puis comme terrain de badminton, les parapets comme présentoirs et un peu plus tard comme bancs publics, les galeries comme lieux de vente, puis comme garage… Ces détournements permanents des choses et des lieux ne résultent toutefois pas uniquement de l'intensité sociale qui y règne et des compétences socio-technique des habitants. On peut facilement observer l'importance des qualités de la structure de départ des immeubles KTT qui ont rendu possibles ces actions de transformation : solidité, régularité géométrique, taille, capacité, orientation, emplacements, ouvertures, rationalité de l'organisation des murs intérieurs. Les processus de transformation s'appuient sur ces propriétés structurales premières. Celles-ci en conditionnent la réussite dans la mesure où elles facilitent les processus de socialisation et d'autonomisation des groupes habitants au lieu d'y faire obstacle. L'urbaniste et musicien Christopher Dell qualifie ces phénomènes "d'improvisation relationnelle", un mode de conception dont s'est inspirée la musique contemporaine au XXème siècle et "qui peut utiliser les microstructures du contexte pour modifier la structure initiale d'une performance"[10].

Mais à Hanoï, l'avenir des KTT est scellé comme l'a été celui de Elefante Blanco à Buenos Aires. Considérés comme des bidonvilles verticaux à résorber et non comme des points d'appui au développement de la ville, c'est la démolition qui leur est promise. A proximité immédiate en effet, des immeubles neufs de grande hauteur colonisent la ville ancienne. Avec leurs formes achevées, façades lisses à parement de céramique, digicodes, ascenseur et climatisation, ces ensembles de logements privés destinés aux nouvelles classes moyennes tracent un avenir standardisé à la ville populaire. Le productivisme gagne. N'y aurait-il donc aucune alternative à la démolition ?

En France, depuis 2004, c'est un organisme public, l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain, qui finance les programmes nationaux de rénovation des quartiers d'habitation collective. Aujourd'hui, des architectes font un bilan critique d'une stratégie qui a consisté, pour une bonne part, à engager des opérations de démolition-reconstruction dans les grands ensembles : « Que l'ANRU débourse de grosses sommes pour améliorer les quartiers en difficulté, nous avons été les premiers à l'applaudir. » affirme Jean Philippe Vassal « Mais dépenser environ 12 milliards d'euros pour démolir 160 000 logements et en reconstruire 140 000 alors qu'il en manque -, le gaspillage est énorme. »[11]

---

10 *Christopher Dell, "The improvisation of space", 2019, Jovis Verlag, Berlin*

11 *Anne Lacaton et Jean-Philippe Vassal, « Pensons transformation plutôt que destruction », , entretien dans le Moniteur du 21 04 2021, Groupe Moniteur*

Les architectes français Lacaton, Vassal, Druot et Hutin tentent donc d'étudier une autre voie : arrêter de démolir et reprendre l'architecture qui existe déjà pour l'augmenter. Dans les quartiers de la Tour Bois le Prêtre à Paris d'abord (96 logements), puis à la Cité du Grand Parc à Bordeaux (530 logements), ils conduisent des expériences concrètes de réhabilitation fondées sur l'augmentation des surfaces habitables des tours et des barres éligibles à la démolition. C'est ainsi qu'à Bordeaux, en plein centre de la ville, trois immeubles de 10 et 15 niveaux, construits dans les années 60 ont fait l'objet d'extensions neuves en façade. L'opération parvient à doubler leur surface et à améliorer tous les éléments de confort (thermique, phonique, lumière, circulation) au cours d'un projet en site occupé et sans aucune éviction des locataires. Les volumes ajoutés n'ont pas de fonction, ils sont appropriés, investis et aménagés librement par les habitants selon leurs besoins, leurs compétences et leurs désirs. Le projet, lauréat en 2019 du prix de l'Union européenne pour l'architecture contemporaine, a valeur d'expérimentation. Il tente de faire la démonstration par l'exemple qu'une politique urbaine de non démolition est non seulement réalisable, productive et économique mais surtout bénéfique pour les habitants et la vie sociale communautaire des quartiers. En 2014 déjà, dans leur étude de stratégie urbaine pour la communauté urbaine de Bordeaux, le même groupe d'architectes, décrivait en détail la portée urbaine des méthodes de conception par transformation qui permettent de « fabriquer la ville, par prolongement des territoires déjà viabilisés, petit à petit, au cas par cas, besoin après besoin. » À partir de 160 000 logements collectifs, de 80 000 logements individuels existants, mais aussi d'un gisement d'autres ressources présentes, c'est-à-dire "à partir des voiries, des égouts, des distributions, des réseaux électriques, d'eau, de gaz, de chaleur, des organisations foncières, des immeubles, des occupations, des gens, des arbres, des bestioles, existants déjà, sans désorganiser, démolir ou couper, on trouvera dans la multiplicité des situations la capacité de transformer les existants et de réaliser 50 000, 100 000, 120 000 logements nouveaux, grands, lumineux, faiblement consommateurs en charges et en énergies."[12] Ici, la transformation de l'architecture par augmentation de ses capacités potentielles s'oppose clairement au choix de la construction neuve après démolition. Dans les expériences réalisées, cette méthode contextuelle du cas par cas semble atteindre de meilleurs objectifs, non seulement en quantité de nouveaux logements produits, mais aussi en termes de qualité de vie sur place.

L'expertise des habitants

Les tenants du contextualisme soulignent en général que la transformation massive de l'architecture existante passe par la mobilisation des groupes

12 *Delphine Desveaux, et al., "Avec vue sur la métropole, 50000 logements", 2013, Archibooks*

d'habitants et de leurs compétences collectives. Des compétences dont on observe, par ailleurs, que leur niveau s'accroît aussi dans l'action elle-même[13]. Pour la coopérative l'Atelier Paysan, les processus collectifs d'autonomisation et de socialisation qui structurent les communautés dépendent par exemple de leur autonomie technique : "L'outil qu'on sait entretenir, qu'on peut faire réparer par un artisan de la commune avec qui on échange des services, celui dont on peut se passer - mon collègue en a un autre qui fera l'affaire- cet outil va dans le sens d'une autonomie technique grâce aux liens humains qui se tissent autour"[14]. L'autosuffisance technique, source d'émancipation et garantie du futur, s'appuie aussi bien en architecture qu'en agriculture sur les compétences distribuées dans la vie sociale.
Selon l'architecte sud-africaine Carin Smuts, spécialiste des projets communautaires en contexte informel, l'idée de compétence technique populaire trouve une concrétisation particulière dans les processus "d'auto-réhabilitation " qu'elle engage avec les habitants : "L'énergie des gens est essentielle, affirme-t-elle, on apprend en travaillant avec les communautés pauvres avec quelle inventivité on peut tirer parti de l'espace."[15] En France, l'idée que le travail des architectes puisse se borner à accompagner les processus d'autoconstruction communautaire a été explorée à partir des années 2010 par le groupe NAC à Tourcoing ou à Boulogne-sur-mer. Un cas plus récent et de plus grande ampleur est décrit dans l'exposition du pavillon français de la biennale de Venise. Il s'agit du projet de réhabilitation du quartier de Beutre à Mérignac près de Bordeaux[16]. En 1968 et 1970, deux cités d'urgence temporaires ont été construites à Beutre pour loger des travailleurs migrants de toutes origines et des habitants que la rénovation urbaine avait évincés du centre de Bordeaux. D'abord provisoires et rudimentaires, ces cités reléguées se sont maintenues dans le temps. Pour y vivre les locataires ont passé outre leur statut d'occupants précaires et pris en charge, en relative illégalité, l'amélioration de leurs conditions de vie dans les maisons et les extérieurs. À partir de leurs compétences professionnelles en maçonnerie, charpente, électricité, jardinage, couture etc. ils ont entretenu, embelli et construit leur habitat, réalisé des travaux de réparation et d'extension, créé des jardins potagers et les ont même étendus au-delà des espaces qui leurs étaient destinés. En 2019, un nouveau projet de réhabilitation de cette cité est lancé. Il est fondé sur l'intégration concrète de cette compétence des habitants et entremêle rénovation de l'habitat, vie sociale et capacités naturelles du site. Dès lors, pour Christophe Hutin et Marion Howa, architectes en charge du projet, il s'agit de s'appuyer sur les

13 *Collectif DES PLUMES DANS LE GOUDRON, « Résister aux grands projets inutiles et imposés. De Notre-Dame- des-Landes à Bure », 2018, Textuel, Paris*

14 *l'Atelier Paysan, "Reprendre la terre aux machines - Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire", 2021, Seuil*

15 *Carin Smuts, Energy and People, AA n°394, 2013, Archipress Éditions*

16 *Christophe Hutin, "Les communautés à l'œuvre, Catalogue du pavillon français de la Biennale d'architecture de Venise", 2021, La Découverte*

puissantes dynamiques de transformation qui sont en cours et ont précédé ce projet de réhabilitation depuis la création des cités. Un projet participatif ? Oui mais en sens inverse, ici ce sont les architectes qui participent à un puissant processus social dont ils ne sont pas à l'origine. Voilà une réalité qui remet en cause la place centrale, voire démiurgique, que la modernité a souvent réservé à l'architecte dans la réalisation des milieux habités.
Projets par transformation, actions de transfiguration de l'environnement ordinaire, architecture hautement économique et reliée à son contexte : les architectes doivent redécouvrir le fait que la construction populaire, depuis des temps immémoriaux et partout dans le monde, consiste d'abord en une efficience des moyens, une puissance de simplicité. Les travaux de Michel De Certeau sur les savoirs du quotidien en témoignent : "La multiplication des effets par la raréfaction des moyens est, pour des raisons différentes, la règle qui organise à la fois un art de faire et l'art poétique." L'initiative pour un moratoire mondial sur les nouvelles constructions consommatrices d'énergie et de territoire est peut être à interpréter dans ce sens, celui d'une recherche d'efficience. Cet appel n'est pas seulement un geste destiné à stimuler la réflexion des architectes sur la réalité des pratiques extractivistes dont notre architecture globalisée dépend. En fait, comme l'a écrit le philosophe Bruno Latour, le contexte de la pandémie mondiale a livré la preuve "qu'il est possible, en quelques semaines, de suspendre partout dans le monde et au même moment, un système économique dont on nous disait jusqu'ici qu'il était impossible à rediriger." La bifurcation rapide vers une conception économe, contextuelle et "transformationnelle" de l'architecture et de la ville serait-elle à notre portée ? Mais oui ! Cette architecture de l'action, de l'autonomie, de la relation entre les choses, est déjà à l'œuvre partout où les communautés humaines sont reconnues et soutenues. Voilà peut-être l'une des leçons de la ville informelle et populaire qui, en tant que telle, ne fournit pour autant ni modèle, ni recette.
A Venise, les expositions s'achèvent. Le pavillon national des Émirats Arabes Unis remporte le Lion d'Or de cette XVIIème biennale grâce à son invention d'un nouveau liant chimique issu de la désalinisation de l'eau de mer, une substance capable de remplacer le ciment et de relancer ainsi l'industrie de la fabrication du béton. Les stratégies non extractivistes n'ont pas encore pénétré le milieu des professionnels.